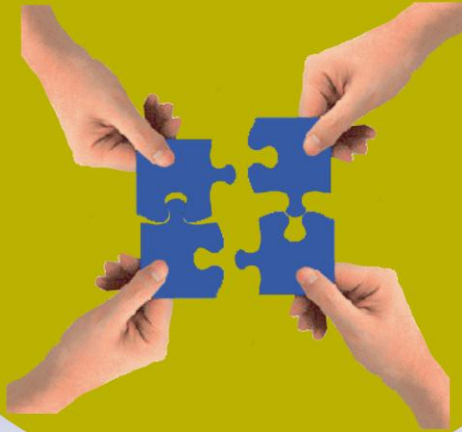


FORUM SOCIÉTÉ INCLUSIVE

Développement d'un projet intersectoriel en adaptation-réadaptation et intégration sociale



Institut de réadaptation Gingras-Lindsay-de-Montréal
Montréal QC : le jeudi 23 janvier 2014



Rapport sur le Forum intersectoriel en réadaptation et pistes d'action

Septembre 2014

Présenté par

Eva Kehayia, PhD, directrice scientifique du CRIR
François Michaud, PhD, directeur Regroupement stratégique Inter
Sylvie Nadeau, PhD, directrice scientifique du REPAR
Luc Noreau, PhD, directeur scientifique du CIRIS
Bonnie Swaine, PhD, directrice scientifique du CRIR

Rédigé par

Mme Michelle Proulx, consultante, en collaboration
avec l'équipe du projet intersectoriel en réadaptation

Table des matières

1. Introduction	3
2. Point de départ de la réflexion sur la société inclusive	5
3. Exercice de consultation	7
4. Perspectives d'interlocuteurs représentants de divers secteurs de la société québécoise ...	8
5. Séances de travail en ateliers	10
6. Réflexions et commentaires des directeurs des fonds	12
7. Conclusion et piste d'actions	14

Annexes

- Annexe 1. Descriptif du projet intersectoriel
- Annexe 2. Programmation
- Annexe 3. Liste des participants
- Annexe 4. Questionnaire de la consultation

1. Introduction

Le *Forum de réflexion sur le développement d'un projet intersectoriel en adaptation-réadaptation et intégration sociale* s'est tenu le 23 janvier 2014 à l'Institut de réadaptation Gingras-Lindsay-de-Montréal et a été organisé par les directeurs du Centre de recherche interdisciplinaire en réadaptation du Montréal métropolitain (CRIR), du Centre de recherche en réadaptation et intégration sociale (CIRRS), du Réseau provincial de recherche en adaptation réadaptation (REPAR) et du Regroupement stratégique sur l'Ingénierie de technologies interactives en réadaptation (INTER).

Cette activité s'appuyait sur la vision que porte la Convention relative aux droits des personnes handicapées (CDPH), ainsi que sur la politique *À part entière : pour un véritable exercice du droit à l'égalité* adoptée par le gouvernement du Québec en 2009, qui vise à permettre l'exercice des droits et la pleine participation sociale des personnes ayant des incapacités. Cette vision, tant dans la CDPH que dans la Politique, reconnaît que c'est par l'accès à un environnement plus inclusif sur le plan physique, social, économique, culturel, de la santé et de l'éducation, que les personnes ayant des incapacités pourront jouir pleinement de leurs droits, exercer leur pleine citoyenneté et contribuer à la société québécoise.

Le but général était de concrétiser et d'opérationnaliser une vision commune d'un projet intersectoriel portant sur une société plus inclusive pour tous, et particulièrement pour les personnes ayant des incapacités. Deux prémisses ont été à la base du Forum :

1. La première veut que pour faciliter l'inclusion et la participation des personnes ayant des incapacités, il soit impératif de créer de façon différente les environnements ou de les adapter en fonction de la réalité et des besoins de ces personnes. Cette démarche doit se réaliser selon une approche de conception universelle¹, qui s'applique à la fois à l'environnement bâti et social, et qui tient compte de la diversité des capacités physiques et cognitives des personnes.
2. La seconde reconnaît que, pour répondre à ces enjeux, de nombreuses problématiques doivent encore être cernées, des actions doivent être mises en œuvre et des défis, relevés, qui requièrent des approches qui vont au-delà de la multidisciplinarité et font inévitablement appel à la recherche intersectorielle.

¹ La conception universelle est la conception de tout aménagement, produit, équipement, programme ou service qui puisse être utilisé par toute personne, sans nécessiter ni d'adaptation ni de conception spéciale, et ce quels que soient son sexe, son âge, sa situation ou son handicap.

C'est dans cette optique que l'initiative intersectorielle a été élaborée. Ses objectifs spécifiques étaient de :

- discuter du concept de projet intersectoriel envisagé et des éléments essentiels à sa réalisation ;
- présenter et commenter des initiatives intersectorielles de la scène locale et internationale ;
- énoncer et discuter des points de vue à l'égard de la société inclusive provenant de différents acteurs de la société québécoise (milieu clinique et de la recherche, milieu de l'éducation, de l'emploi, des arts et de la culture, organismes de promotion et de défense des droits) ;
- discuter de grandes thématiques de recherche à inclure dans le projet intersectoriel ;
- identifier les partenaires potentiels du projet intersectoriel ;
- établir, de façon préliminaire, les étapes de mise en place/réalisation du projet intersectoriel (ex. : création d'un comité de pilotage, échancier, etc.).

Cent trois (103) participants de divers milieux et secteurs de la société québécoise et du reste du Canada et de l'international ont participé au Forum dont le scientifique en chef du FRQ, les directeurs scientifiques du FRQS, FRQSC et FRQNT, des représentants de ministères et de divers organismes publics, des milieux cliniques (établissements de réadaptation) et de la recherche, de l'entreprise privée (technologie, innovation, communication) et d'organismes communautaires, de promotion et de défense des droits.	Profil des 103 participants :	
	4	Directeurs scientifiques, 1 consultante des fonds (FRQ, FRQS, FRQSC, FRQNT)
	51	Professeurs/chercheurs ou chercheurs en provenance d'universités québécoises affiliés ou non à des centres de recherche
	12	Représentants d'instances gouvernementales (ex. AERDPQ, MSSS, OPHQ) et des municipalités (ex. ville de Montréal)
	5	Représentants d'organismes communautaires, de promotion et de défense des droits et des loisirs
	7	Représentants de l'industrie et des technologies
	3	Professeurs/chercheurs internationaux
	4	Directeurs de centres de recherche en réadaptation, d'un regroupement stratégique FRQNT et d'un réseau thématique FRQS (organismes du Forum)
17	Autres : cliniciens, étudiants, gestionnaires, etc.	

2. Point de départ de la réflexion sur la société inclusive

Le point de départ du Forum a été lancé par des présentations et des discussions ayant pour but d’amener les participants à commencer à réfléchir sur l’importance de parvenir à une société inclusive pour tous, dont les personnes ayant des incapacités, et sur la pertinence de développer un grand projet intersectoriel.

En ouverture du Forum, le scientifique en chef, M. Rémi Quirion, a présenté les priorités de la Politique nationale de la recherche et de l’innovation (PNRI) et la place qu’occupent les projets intersectoriels dans la planification stratégique. Ont suivi trois présentations par des membres organisateurs du Forum, les directeurs du CRIR (Eva Kehayia & Bonnie Swaine), du CIRRIIS (Luc Noreau) et du REPAR (Sylvie Nadeau). Ceux-ci ont témoigné de projets et d’activités récentes ou courantes qui s’arriment avec le thème de la société inclusive.

<ul style="list-style-type: none">• Allocution d’ouverture prononcée par le scientifique en chef des Fonds de recherche du Québec (FRQ), Dr Rémi Quirion
<ul style="list-style-type: none">• Présentations par les membres du comité organisateur de l’initiative
<ul style="list-style-type: none">• Présentation de l’exercice de consultation
<ul style="list-style-type: none">• Communications sur les enjeux liés à la société inclusive
<ul style="list-style-type: none">• Dîner-conférence sur l’expérience de deux initiatives intersectorielles de la scène locale et internationale
<ul style="list-style-type: none">• Séances de travail en ateliers
<ul style="list-style-type: none">• Présentations des résumés des ateliers et échanges en plénière
<ul style="list-style-type: none">• Réflexions et de commentaires des directeurs scientifiques des fonds par : Maryse Lassonde, FRQ-NT Renaldo Battista, FRSQ Normand Labrie, FRQSC
<ul style="list-style-type: none">• Mot de la fin

Rémi Quirion, scientifique en chef du FRQ, a rappelé que les grands projets intersectoriels et le transfert des connaissances vers les entreprises, les milieux de pratique et les organismes publics sont au nombre des mandats auxquels le Fonds de recherche du Québec (FRQ) veut se pencher. Il a invité les promoteurs du Forum et ses partenaires de se soucier de mettre en place un projet intersectoriel permettant de développer des liens entre les fonds, sur la base des thèmes qui sont mis de l’avant dans le projet de société inclusive, et d’avoir un souci pour la formation de la relève, le partenariat à l’international et la recherche en français. Il a rappelé trois principaux défis ciblés par la Politique nationale de la recherche et de l’innovation (PNRI) et auxquels on se doit de porter une attention particulière : 1) les défis démographiques (ex. natalité dans le Nord, vieillissement de la population); 2) les défis liés au développement durable et à l’électrification des transports, le tout dans un contexte de mieux-être; et 3) les défis liés à l’identité québécoise (ex. entrepreneuriat, créativité importante). Enfin, il a indiqué que le domaine de la réadaptation est considéré comme l’un des grands domaines d’expertise du Québec, avec les biotechnologies, le bioalimentaire, les industries créatives, l’aérospatiale, les technologies de l’information, l’énergie renouvelable et les transports.

Eva Kehayia et Bonnie Swaine, directrices du Centre de recherche interdisciplinaire en réadaptation du Montréal métropolitain (CRIR), ont présenté le projet « *Living Lab* : Laboratoire vivant de réadaptation : création d'environnements visant à optimiser l'inclusion et la participation sociales des personnes ayant des déficiences physiques ».

Ce projet vise à mettre en place un environnement inclusif facilitant la participation et l'intégration sociales de toutes les personnes fréquentant un centre commercial de grande dimension de Montréal, Alexis Nihon (www.crirlivinglabvivant.com). Il a pour but d'identifier les obstacles et les facilitateurs environnementaux, physiques et sociaux de la participation sociale des personnes ayant des incapacités, de développer des technologies et des interventions pour optimiser cette participation, et enfin, d'implanter et évaluer leurs impacts *in vivo*.

L'expertise et les connaissances acquises au cours des premières années d'existence du projet permettent à l'équipe de recherche de mieux comprendre l'essence de la participation sociale, l'importance de la sensibilisation de la société à la diversité et l'importance de prendre en considération tous les aspects sociaux des lieux destinés à la participation et l'inclusion sociales. Ces expertises et connaissances ont montré que les changements sur quelques environnements ne sont pas suffisants, et qu'il est essentiel de poursuivre dans d'autres environnements à partir de recherches participatives, collaboratives et intersectorielles engageant la participation des plusieurs ou de tous les acteurs concernés.

Luc Noreau, directeur du Centre de recherche en réadaptation et intégration sociale (CIRRIS), a présenté une programmation de recherche ayant pour thème la « ville inclusive ».

La programmation a pour objectif de réduire l'exclusion sociale des personnes ayant des incapacités en mettant de l'avant une généralisation de la conception et de l'accessibilité universelle de l'environnement bâti, des technologies et des services collectifs. Elle vise à développer, appliquer et effectuer le suivi de solutions et de bonnes pratiques de réduction des obstacles systémiques à la participation sociale en s'appuyant sur un partenariat entre le milieu de la recherche et celui de la Cité (citoyens, groupes communautaires, gestionnaires, décideurs publics et privés).

Elle concerne autant l'analyse des déterminants de l'accès à la participation sociale, que l'accès lui-même à des mesures de soutien, à celui de territoire et de l'environnement bâti, et comporte un axe transversal d'application et d'appropriation des connaissances. Le CIRRIS est depuis récemment engagé dans un projet d'équipe en partenariat à Québec réunissant différentes organisations du milieu.

Sylvie Nadeau, directrice du Réseau provincial de recherche en adaptation réadaptation (REPAR), a fait état des travaux du REPAR en relation avec le thème de la société inclusive.

Cet engagement se traduit par le soutien de ses membres dans des activités de recherche interinstitutionnelle et interdisciplinaire visant à réduire ou compenser les déficiences, incapacités et situations de handicap vécues par les personnes ayant des incapacités de même que par des actions concrètes en lien avec le défi de la société inclusive en proposant, en collaboration avec l'Office des personnes handicapées du Québec (OPHQ),

un programme de financement touchant directement les différentes priorités d'intervention énoncées dans la politique « À part entière ». La programmation est autant de type clinique, épidémiologique et évaluatif que fondamental. Le REPAR est de ce fait une ressource incontournable pour réunir/concerter les forces vives visant une société inclusive (www.repar.ca).

3. Exercice de consultation

La réflexion s'est poursuivie avec la présentation des résultats d'une consultation sous forme d'un sondage, administré préalablement à la tenue du Forum auprès des participants. La consultation visait à obtenir l'opinion des participants sur des éléments importants liés à la « Société inclusive : Développement d'un projet intersectoriel en adaptation-réadaptation et intégration sociale ». Plusieurs aspects ont été abordés, notamment :

- la définition de concepts. Les répondants se sont prononcés sur la définition proposée par les organisateurs du Forum sur la société inclusive: « **Une collectivité qui donne accès à un environnement physique, social, économique, technologique et culturel, aux services de santé et d'éducation et qui permet l'exercice des droits des personnes ayant des incapacités et leur pleine participation sociale, au même titre que tout autre membre de cette collectivité** ». 96 % des répondants ont été tout à fait d'accord ou plutôt en accord avec cette définition. Cependant, seulement 25 % d'entre eux ont été plutôt en accord avec l'idée que la société québécoise est inclusive.
- les obstacles et les facilitateurs : pour la création d'une société inclusive. À la question de savoir quelles sont les forces actuelles qui favorisent l'inclusion dans la société québécoise, les répondants ont identifié la sensibilisation et l'éducation des citoyens, la volonté et la préoccupation quant à l'inclusion, les lois et les organismes de défense des droits garantissant l'exercice des droits de personnes présentant une incapacité, l'accessibilité des lieux publics, et les différentes mesures d'accessibilité existantes et organismes/programmes/ services publics de soutien, réadaptation, participation sociale.

- les actions à entreprendre afin d’assurer la réussite de ce projet ainsi que l’identification des acteurs devant être impliqués. Alors que plusieurs participants reconnaissaient que des actions étaient déjà entreprises pour augmenter l’inclusion, nombreux étaient ceux qui indiquaient que des progrès devaient être encore réalisés.

La consultation a permis d’identifier plusieurs domaines prioritaires liés à l’environnement physique, social et technologique (ex. : transport, milieux de travail et scolaires, municipalités, commerce et industrie et loisirs), et nécessitant des actions particulières (identification des obstacles à la participation, accessibilité au travail et au quartier, au transport et la création de technologies d’assistance). En parallèle, les participants ont souligné l’importance d’adresser les aspects sociaux incluant les préjugés, les perceptions, les politiques sociales et la sensibilisation du public.

Enfin, des membres de l’auditoire ont indiqué qu’ils souhaiteraient qu’une consultation plus large soit menée qui permettrait d’aller chercher des points de vue d’autres acteurs de la société québécoise sur la question de la société inclusive. Certains ont aussi formulé l’espoir qu’en plus de conduire au développement d’un agenda de recherche sur la société inclusive, le Forum soit une occasion pour favoriser la mise en action de trois grandes lignes de force qui se sont manifestées par la consultation, soit en rapport au manque important de financement, d’information et de sensibilisation politique.

4. Perspectives d’interlocuteurs représentants de divers secteurs de la société québécoise

Aux résultats du processus de consultation se sont ajoutées les perspectives de six interlocuteurs représentant divers secteurs de la société québécoise. Au centre de ces présentations se trouvent d’abord les énoncés de la politique ‘À part entière’ de **l’Office des personnes handicapées du Québec (OPHQ) tel qu’annoncé par Mme Isabelle Émond** et l’importance de concevoir des lois, des politiques, des programmes et des services sans obstacle, de tenir compte de la diversité des réalités familiales des personnes handicapées dans la conception des politiques familiales et d’aménager des environnements accessibles. Le défi de la société inclusive suppose d’agir contre les préjugés et la discrimination, contre toute forme d’exploitation, de violence et de maltraitance. En conclusion, Mme Émond a invité les participants à envisager différemment la façon de favoriser la participation sociale des personnes ayant des incapacités, et a mis de l’avant une approche misant sur un virage

inclusif, dès la conception, soit un environnement physique et social qui tient compte des besoins de l’ensemble de la population incluant les personnes ayant des incapacités.

À cette politique ‘À part entière’ s’ajoutent des politiques ou des plans d’action des municipalités comme celui **de la Ville de Montréal, tel que décrit par M. Olivier Beausoleil**, en accessibilité universelle où sont mis de l’avant des domaines spécifiques: 1) Axe architectural et urbanistique – volet immeubles et urbain; 2) Axe programmes, services et emploi; 3) Axe communications municipales; 4) Axe sensibilisation et formation. M. Beausoleil a témoigné de différentes initiatives de la Ville de Montréal à l’endroit de la société inclusive, appuyées par des investissements des arrondissements et des unités centrales en ressources humaines et engageant gestionnaires, professionnels, employés de soutien et techniciens.

Parmi ces initiatives, il a entre autres identifié: des aménagements physiques dans quatre mairies d'arrondissement et bâtiments administratifs, l'accès à 178 logements et l'adaptation de plus de 300 logements, 44 aménagements urbains (ex. aménagement des parcs, des places publiques, des rues et des parcours piétonniers).

Les principes directeurs d'un projet intersectoriel sur la société inclusive ont aussi été mis de l'avant lors de la présentation de **M. Patrick Fougeyrollas (CIRIS)**. M. Fougeyrollas a proposé que, pour l'atteinte de ce projet de société, la recherche doit adhérer à une perspective collective transincapacités, intergénérationnelle, intersectionnelle et interdisciplinaire. La recherche doit être engagée socialement. Elle doit viser le soutien à la collectivité et être de type participatif de manière à favoriser le transfert des connaissances (participation de la communauté à la recherche, des personnes ayant des incapacités, processus de coapprentissage, transfert des compétences).

À ces enjeux, **M. Francois Michaud du regroupement stratégique FRQNT sur l'Ingénierie de technologies interactives en réadaptation (INTER)** (www.regroupementinter.com), a ajouté l'importance de faciliter la correspondance entre les besoins pour une société inclusive et les moyens technologiques que développent les laboratoires de recherche. M. Michaud a souligné qu'en travaillant ensemble, les chercheurs de diverses disciplines peuvent devenir des visionnaires qui se rejoignent autour d'objectifs communs, chacun apportant une contribution en fonction de son champ de compétence, ce qui constitue le fondement d'INTER. Avec 58 chercheurs couvrant les trois fonds (nature et technologie, santé, société et culture) et neuf universités, INTER vise à créer un environnement pour rassembler les conditions gagnantes pour soutenir des activités de

recherche et de formation, permettant à chacun d'élargir sa vision.

En dernier lieu, **Lise Roche de Altergo** (un regroupement de plus de 100 organismes desservant les personnes ayant une limitation fonctionnelle, intervenant dans toutes les sphères du loisir à Montréal) a invité les chercheurs à toujours se soucier de favoriser la participation active des différents acteurs et des organismes dans un esprit de transfert et échange des connaissances. Elle a souligné qu'Altergo collabore à différents projets de recherche ou en lien avec le développement de l'expertise et que ses membres conçoivent comme étant fondamental que ces activités se déroulent en partenariat et surtout, qu'elles engagent activement la clientèle. Ceci de façon à s'assurer de bien répondre aux besoins de la clientèle et de permettre une circulation rapide de l'information sur les résultats produits permettant d'intégrer les nouvelles données à la pratique. La notion même de partenariat doit aussi être bien définie et partagée par tous.

La matinée s'est conclue sur des présentations d'initiatives intersectorielles de la scène locale (**Patrick Dubé et René Barsalo**) et de la scène internationale (**Alberto Sanna**). Ces présentations ont offert une vue sur le monde de *Living Labs* comme moyens ou approche de promotion du bien-être. Elles ont mis en lumière les possibilités immenses des technologies pour la santé et de la médecine personnalisée et préventive pour l'humanisation accrue des soins de santé en milieu hospitalier. Ceci se traduit notamment par la mise en place de services adaptés engageant la participation active du public, implique de travailler ensemble et d'opérer des changements quant à la manière de faire le codesign et de coconcevoir des produits pouvant être utilisés par tous.

5. Séances de travail en ateliers

Cinq ateliers de travail, composés chacun d'environ vingt participants de différents secteurs, se sont déroulés en après-midi. Les participants dans chaque atelier ont été invités à : 1) s'exprimer sur la société inclusive et son potentiel de développement ; 2) se prononcer sur les grands problèmes d'inclusion et sur les thèmes de recherche à retenir; 3) identifier quelques objectifs d'un projet intersectoriel visant une société inclusive; 4) cerner les caractéristiques importantes de ce projet; et 5) envisager un projet mobilisateur à l'égard de la société inclusive et certaines étapes essentielles pour le réaliser.

Les participants ont souligné l'importance de la collaboration et du travail d'équipe en synergie, de

S'exprimer sur la conception de la société inclusive, les facteurs favorisant / limitant la société inclusive, le potentiel de développement d'une société inclusive.

même que la prise en compte de tous les types de participants en tant qu'acteurs vers la création d'une société inclusive. Bien que l'opinion des participants sur la définition de la société inclusive diffère quelque peu, il est apparu que le concept d'inclusion est complexe et que la seule façon de l'appréhender de manière adéquate et complète serait de s'appuyer sur les croyances, les

perceptions et les attitudes de tous les partenaires, en établissant un langage commun et en incluant tous les aspects de la vie quotidienne, y compris le respect des droits individuels et la réalisation des objectifs de vie personnels. La nécessité d'identifier clairement les besoins dans les différents secteurs de la vie et les groupes d'âge, l'importance d'établir des mesures et des indicateurs de succès, ainsi que la nécessité d'optimiser l'échange des connaissances ont également été soulevées.

S'exprimer sur les grandes problématiques d'inclusion et thématiques de recherche qui devraient être privilégiées dans un projet intersectoriel en vue de favoriser une société plus inclusive.

Bien qu'il y ait eu un chevauchement sur un certain nombre de thèmes abordés dans la discussion précédente, les participants ont souligné l'importance de développer des partenariats internationaux et de s'aventurer dans de nouveaux marchés et de nouvelles collaborations allant au-delà de ce qui existe déjà. L'importance d'obtenir un soutien politique a été évoquée comme un facilitateur

majeur instigateur de changements. En outre, les participants ont souligné la nécessité d'identifier les avantages à court et long terme sur les plans économiques et financiers et sociaux de s'engager dans ces voies, y compris de s'investir dans des efforts de sensibilisation sur les questions d'inclusion et le changement de mentalité pour ceux qui sont impliqués. Quatre principales thématiques en lien avec la notion d'accessibilité universelle ont été identifiées : 1) architecture/urbanisme; 2) services/emplois; 3) accompagnement/accueil; et 4) communication/formation/sensibilisation.

(Ces deux points sont traités ensemble étant donné la similitude des réponses.)

Les participants ont surtout souligné l'importance d'obtenir une compréhension claire des problèmes à traiter, des besoins et des ressources nécessaires pour bien répondre à la variété des points de vue

Identifier des caractéristiques importantes d'un projet intersectoriel pour en assurer le succès.

Énoncer quelques objectifs d'un projet intersectoriel visant une société inclusive.

des différents participants. Il est apparu essentiel de définir le projet intersectoriel à partir des repères de recherche et le type de financement provincial déjà établis, au même titre que la sensibilisation de tous les secteurs et les personnes de tous âges et de toutes capacités par leur implication comme acteurs du changement. Les participants ont soulevé le besoin de pouvoir s'appuyer sur un leadership fort, à l'intérieur d'une approche participative, qui inclurait plusieurs secteurs tels que : santé, éducation, loisirs, milieu communautaire, secteur privé, etc. Il y avait consensus à l'effet de définir rapidement

des objectifs à court, moyen et long terme de même que la façon d'y répondre afin d'arriver à des résultats concrets. Le fait d'assurer un financement, le transfert et l'échange de connaissances efficaces, le fait d'établir des mesures et des indicateurs de réussite à tous les niveaux ont également été retenus comme important dans les différents groupes. Enfin, l'approche *Living Lab* est apparue bénéfique pour certains participants.

Les participants ont été amenés à se prononcer sur ce qui pourrait constituer un projet intersectoriel

Envisager un projet mobilisateur à l'égard de la société inclusive et à identifier certaines étapes importantes.

mobilisateur pour une société inclusive. Certaines idées ont été ici soulevées dont la création d'une ville conviviale pour tous. Parmi les énoncés, on retrouve l'importance d'assurer l'inclusion autant dans les secteurs urbains que ruraux, la co-crétion et co-gouvernance, la cohérence et solidité à long terme du projet et l'exploitation des nouvelles technologies (incluant le numérique).

Enfin, un atelier a proposé les étapes suivantes pour le développement et l'implantation d'un projet intersectoriel pour une société inclusive :

- i. Consultation : réaliser des groupes de discussion avec des personnes ayant des incapacités pour définir la société inclusive, ses objectifs et les paramètres à mesurer, identifier les besoins réels versus les désirs à combler et comprendre les différentes réalités.
- ii. Partage et appropriation des informations : Faire le résumé des informations recueillies par différents acteurs via un portail, chacun s'impliquant selon ses intérêts et la thématique identifiée.
- iii. Évaluation : Mesurer les écarts, avant et après, la mise en place d'une société inclusive selon les paramètres identifiés.
- iv. Transfert des connaissances : réaliser un transfert des connaissances, résultats transmis aux utilisateurs, accompagnement dans les changements.

6. Réflexions et commentaires des directeurs des fonds

Au terme de la journée, les trois directeurs des fonds, qui avaient assisté aux échanges et présentations du forum, se sont adressés aux participants. Ils ont partagé leurs réflexions et perspectives sur les avenues possibles à considérer pour réaliser un projet intersectoriel vers une société inclusive.

Maryse Lassonde, *Fonds de recherche du Québec – Nature et Technologies (FRQ-NT)*

Mme Lassonde a précisé que les trois fonds collaborent ensemble et privilégient l'intersectorialité. Elle a mentionné l'importance de rattacher la présente initiative intersectorielle aux trois grands axes de la PNRI, soit les changements démographiques, le développement durable et l'identité québécoise. Elle a d'abord indiqué que le projet intersectoriel en réadaptation pouvait tout à fait s'inscrire dans le premier axe, ceci compte tenu du vieillissement de la population et du nombre croissant de personnes vieillissantes qui auront à composer avec des incapacités. Également, elle a suggéré que l'aspect du bien-être pourrait très bien répondre au second axe des fonds, celui du développement durable, puisque le bien-être humain fait partie de ce développement.

Enfin, elle a fait valoir que le projet intersectoriel pourrait mettre de l'avant l'idée que la réadaptation est une force au Canada et que la recherche à ce niveau est extrêmement bien structurée au Québec et est un élément très fort de rayonnement, ce qui répondrait au troisième axe des fonds, celui de l'identité québécoise. Mme Lassonde a proposé que le projet intersectoriel soumis pour financement devrait être développé de façon à inclure différentes disciplines et secteurs (santé, génie et mathématiques et sciences humaines et sociales, et éducation). En conclusion, elle a mis de l'avant la capacité des partenaires du Forum à soumettre un projet intersectoriel de grande ampleur, étant donné que de nombreux efforts sont déjà consentis dans cette direction (ex. *Living Lab*, recherches participatives, activités de transfert des connaissances, partenariat avec l'entreprise et avec les utilisateurs de la recherche).

Renaldo Battista, *Fonds de recherche du Québec- Santé (FRQS)*

Dr Battista a constaté qu'il existe déjà au Québec un réseau de recherche en réadaptation extrêmement articulé où un ensemble de partenaires travaillent ensemble. Il a été amené à proposer, à la lumière des discussions de la journée, que les participants aient une réelle volonté de travailler ensemble et qu'ainsi le domaine de la réadaptation se prête bien à l'intersectorialité. Il a invité les participants à réfléchir à l'étape suivante du Forum alors que les différents fonds de recherche seront interpellés et participeront à la réflexion avec les instances de la réadaptation pour déterminer comment articuler un projet intersectoriel.

Il a également invité l'auditoire à poursuivre la collaboration avec les acteurs de la santé publique et à consolider les liens avec eux, de même qu'avec les décideurs, avec l'industrie et les citoyens. Enfin, il a souligné que des dimensions clés telles que l'approche *Living Lab*, la participation citoyenne, le développement des technologies sont à considérer dans le projet intersectoriel, soulignant qu'il ne faut pas perdre de vue un certain nombre de défis, soit celui des ressources qu'il faut aller chercher, celui de la circulation de l'information ou du transfert des connaissances et celui de l'action politique. Ce dernier défi est essentiel et va faire en sorte que le dossier réadaptation va pouvoir de plus en plus prendre de l'importance dans l'agenda politique.

Normand Labrie, *Fonds de recherche du Québec-Société et culture (FRQSC)*

M. Labrie a rappelé l'objectif du Forum qui était de développer des idées autour d'un projet intersectoriel faisant appel à l'adaptation d'environnements physiques et sociaux, et permettant la pleine participation des personnes ayant des incapacités et des limitations pour faire du Québec une société plus inclusive. Il a précisé que les acteurs des sciences humaines et sociales, des arts et des lettres et de l'éducation peuvent apporter une contribution significative en la matière, notamment en aidant au niveau de la conceptualisation des incapacités et des limitations, de l'inclusion et de l'exclusion.

Il a invité les participants à porter une attention à soutenir la réflexion sur ce que sont les différences, les inégalités, les facteurs d'exclusion, les marqueurs de discrimination, les privilèges, les facteurs de résistances dans la société et l'inertie. Les travaux et les actions devraient pouvoir permettre d'expliquer pourquoi, malgré les bonnes intentions, des préjugés et de la discrimination persistent. Enfin, un projet intersectoriel devrait s'attarder à réunir l'ensemble des acteurs concernés de la santé, des sciences naturelles et technologiques, humaines et sociales, à travailler à développer des maillages entre le public, le privé, le communautaire en incluant les personnes concernées à travers des partenariats

7. Conclusion et pistes d'actions

Le Forum de réflexion sur le développement d'un projet intersectoriel en adaptation-réadaptation et intégration sociale et la consultation préalable ont clairement permis de dégager des constats sur des questions fondamentales en regard de la société québécoise et la possibilité pour les personnes ayant des incapacités de participer pleinement à la vie sociale au même titre que l'ensemble des citoyens. Bien que l'on reconnaisse les efforts investis au cours des dernières décennies, un constat est manifeste: il reste beaucoup à faire au plan du développement des connaissances et particulièrement à l'égard du transfert et de l'appropriation de ses connaissances par les acteurs gouvernementaux, municipaux, communautaires ou autres de la société civile.

L'actualisation d'un projet à caractère intersectoriel tel que proposé par les acteurs du domaine de la recherche en réadaptation et intégration sociale apparaît comme un moyen unique de faire du Québec une société plus inclusive pour l'ensemble de ses citoyens et de façon particulière pour les personnes ayant des incapacités. Il demeure cependant que cet objectif sociétal est d'une grande complexité et demande des contributions et des expertises des différents domaines scientifiques. Comme suggéré par les Fonds recherche Québec, les thématiques à caractère intersectoriel doivent ainsi être étudiées par des chercheurs de disciplines provenant de plus d'un des grands secteurs des sciences au Québec (Santé, Sciences humaines et sociales, Sciences naturelles et génie) et nul doute que les problématiques à étudier pour faire du Québec une société plus inclusive répondent largement à ces critères.